

LES CAPITALISTES N'ONT PAS DE FRONTIÈRES NOUS NON PLUS!



Tous les six mois, les gouvernements nous sortent leur nouveau projet de loi visant à enfermer, traquer, priver de tous les droits les travailleurs étrangers qui sont pourtant les plus exploités, ceci dans un double but : maintenir la division entre les travailleurs français/étrangers, avec/sans papiers, toujours au profit du patronat, et exploiter au maximum les travailleurs migrants, fragilisés par les difficultés d'obtenir une carte de séjour, sous des formes qui finissent toujours par être étendus au reste de la population.

LA LOI HORTEFEUX, UN DÉNI DU DROIT D'EXISTER

Le gouvernement voudrait donner à l'Etat un véritable pouvoir de violation de la vie privée par l'instauration des tests ADN de filiation, au mépris des liens familiaux recomposés. Il voudrait également programmer la mort des travailleurs migrants en les excluant des dispositifs d'hébergement d'urgence. Sont également inscrits dans le projet de loi :

- restriction drastique du droit au regroupement familial en augmentant le niveau de ressources nécessaires, alors que le seuil du SMIC était déjà difficile à atteindre ;
- élaboration d'une statistique ethnique qui est le prémisses d'un retour à une vision racialisée de la société ;
- remise en cause du droit d'asile en réduisant le délai de recours devant la commission de recours des réfugiés et en aménageant un dispositif de défense fantoche à la frontière ;
- généralisation des audiences par visioconférence au mépris du respect des droits de la défense.

A ces mesures coercitives, le gouvernement veut donner une pseudo couleur sociale en nous annonçant un nouveau contrat d'intégration pour les familles, fondé sur une division des immigrés « intégrables » et « non intégrables » et incluant une dimension d'ingérence dans la famille par l'obligation pour celle-ci de signer un contrat de responsabilité parental.

Cette politique conduit chaque jours à des rafles, à des séparations familiales, à des expulsions ou des incarcérations, et même à la mort. Chaque jour, l'Etat nous pousse un peu plus à la délation, et réprime toute solidarité entre travailleurs français et migrants.

L'intolérable est sous nos yeux dans le métro, dans la rue, dans les écoles, dans les hôpitaux... Il est temps d'y mettre un terme en montrant notre solidarité et notre détermination !



>> LA CNT RÉAFFIRME DONC, CONFORMÉMENT À SES PRINCIPES INTERNATIONALISTES SELON LESQUELS LES TRAVAILLEURS N'ONT NI PAYS NI PATRIE, SES POSITIONS :

- Le retrait du projet de loi Hortefeux, et de toutes les lois visant à précariser et à réprimer les travailleurs migrants
- La fin immédiate des expulsions et la libération de toutes les personnes enfermées pour irrégularité de séjour
- Liberté de circulation, d'installation et de séjour
- La suppression de toutes les frontières
- La fermeture des centres de rétention, des zones d'attente et des prisons
- L'égalité de salaire, de statut et de droits entre tous les travailleurs migrants ou non
- La suppression des restrictions d'accès à certaines professions pour les travailleurs étrangers

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
Union régionale interpro des syndicats CNT
1 rue Broca 59000 Lille - ur59-62@cnt-f.org - www.cnt-f.org/59-62
Commission "Travailleurs Migrants" : travailleurs.migrants@cnt-f.org - http://www.cnt-f.org/migrations.rp

CNT